

«Après Kyoto, le déluge?»

Fin 2008, Uniterre a signé l'appel local «pour le climat et la justice sociale». Uniterre et La Via Campesina estiment indispensable que les paysans s'impliquent dans les débats sur le changement climatique. Pour deux raisons: la paysannerie est la première victime des changements climatiques et l'agriculture - particulièrement l'agroindustrie - est un des principaux émetteurs de gaz à effet de serre. Courant 2009, nous participerons à un certain nombre d'événements jusqu'à la tenue, en décembre à Copenhague, de la prochaine conférence de l'ONU sur le climat.

Les changements du climat génèrent des sécheresses inhabituelles, des inondations et des tempêtes, qui s'accompagnent de maladies détruisant les récoltes, les sols, le bétail, et les fermes. Plus les récoltes sont incertaines, plus les prix fluctuent, plus les spéculateurs en profitent. Sans changement d'orientation, nous pouvons nous attendre à ce que des millions d'agriculteurs soient déplacés de leurs terres. Quant aux discussions sur le plan international (Kyoto, Bali, Poznan, Copenhague) il se peut qu'elles débouchent sur des solutions qui feront plus souffrir les familles paysannes que le changement climatique en lui-même...

Une agriculture familiale

Nous pensons que la solution peut provenir d'une agriculture paysanne familiale qui donne la priorité à l'échange local et permet ainsi de réduire les transports. Une agriculture qui est économe en énergie, diversifiée. Ce type d'agriculture, possible en partie grâce aux paiements directs octroyés, est menacée par les pressions multiples que sont l'orientation toujours plus libérale de notre politique agricole et les rapports de force déséquilibrés sur les marchés et le commerce international. Pourtant lorsque l'agriculture paysanne familiale disparaît, elle est remplacée par une agriculture industrielle, qui multiplie les émissions de carbone.

Uniterre veut des politiques qui permette l'existence d'une agriculture durable à échelle humaine, qui requiert une main-d'œuvre plus importante, mais moins d'énergie fossile. Une agriculture qui stocke le CO₂ dans la matière organique des sols et qui promeut des pratiques agronomiques durables. Une agriculture qui se libère peu à peu de la dépendance des intrants chimiques, mais qui ne doit pas être sous pression continue d'une soi-disant compétitivité avec des agricultures qui n'ont pas la même orientation. Il faut également un changement de nos modes de consommation par une distribution juste et équitable des aliments et des biens de première nécessité ainsi qu'une réduction des consommations inutiles (produits jetables, emballages par exemple ou transports superflus).

Des solutions pour réduire l'impact de l'agriculture

Un tiers des émissions total des gaz à effet de serre (oxyde nitreux NO₂ et méthane CH₄) sont de source agricole. Le transport d'aliments d'un continent à l'autre, la monoculture intensive, l'élevage industriel, la destruction des terres et des forêts et l'utilisation trop massive d'intrants chimiques en agriculture font d'elle une activité énergivore. Et pourtant l'agriculture pourrait devenir bien plus neutre par rapport aux effets sur le climat. La bonne nouvelle c'est qu'en modifiant les pratiques agricoles, l'agriculture pourrait même devenir un puits net de carbone et ainsi contribuer à l'amélioration de la situation climatique. Les mesures qui sont proposées

dans l'hémisphère sud, responsables de vastes défrichements.

- Restaurer les sols dégradés, éviter de convertir les forêts en terres agricoles intensives, réhabiliter les sols organiques drainés ou éviter de drainer des zones humides.

Ces pratiques favorables au climat expliquent en partie que notre agriculture soit «plus chère» que celle de nos voisins. En garantissant qu'une part importante des produits consommés provienne de ce type d'agriculture, le consommateur et le citoyen suisses font un geste direct pour le climat. Il faut donc que ces pratiques agricoles qui permettent de contribuer aux enjeux de la lutte contre le changement climatique puissent perdurer.



En marge du sommet de l'ONU à Bali en 2007.

Photo: Legros/Via Campesina

par les scientifiques sont d'ailleurs en partie déjà appliquées en Suisse dans le cadre des prestations écologiques requises (PER). Voici quelques exemples:

- Améliorer la gestion des cultures en évitant les jachères nues, en améliorant les rotations en y intégrant des légumineuses, en instaurant des cultures dérobées et de couverture entre chaque saison et en utilisant de manière plus judicieuse les fertilisants azotés.
- Renoncer autant que possible à la combustion de matière organique et éviter les incendies de forêts.
- Améliorer la gestion des pâturages, rendre la pratique moins intensive, éviter la déforestation et assurer un bon couvert végétal.
- Pratiquer un élevage essentiellement basé sur l'herbe pour les ruminants, plutôt que d'utiliser des fourrages provenant de cultures souvent pratiquées

Revendications internationales

Le bilan des réunions internationales sur le climat est plutôt négatif. Les paysannes et les paysans sont plus menacés par les solutions au changement climatique promues par le business que par le changement climatique lui-même. Après avoir privatisé les semences et l'eau, nos décideurs s'en prennent à l'air...

Il n'est pas admissible que les accords climatiques tournent en accords commerciaux (par exemple crédit carbone, REDD -réduction des émissions dues au déboisement dans les pays en développement- et autres mécanismes). Ce sont des opportunités pour les firmes internationales d'empêcher les familles paysannes d'utiliser la terre pour la production de la nourriture nécessaire à l'alimentation de leurs communautés

et de leur pays. La déforestation, une des causes principales du réchauffement mondial, n'est pas la faute des paysans et des populations indigènes. Pourtant, au sud, des zones naturelles sont tout à coup décrétées «puits de carbone» et privatisées au nom de soi-disant services environnementaux. Ce qui engendre l'expulsion des paysans et communautés indigènes. Les pays industrialisés financent des plantations à large échelle pour «la capture de carbone» tout en se passant ainsi de la nécessité de réduire leur propres émissions. Ce type de mécanismes frisent le néo-colonialisme. Nous achetons notre droit de continuer à polluer. Sans se soucier de l'impact sur les populations locales, notamment les communautés indigènes, les populations paysannes et de pêcheurs. D'autres solutions proposées, tels que les agrocarburants ou la technologie génétique pour que les arbres absorbent plus de carbone, sont mauvaises. Une fois de plus, comme lors des négociations de l'OMC ou lors des rencontres de la FAO, les recettes proposées sont en fait les causes des problèmes. Il est temps de faire des bilans.

Les négociations internationales doivent inclure:

- l'impact du commerce international sur les émissions de carbone et la relocalisation des économies;
- l'impact de l'agriculture industrielle sur le climat et le soutien à l'agriculture paysanne et aux modèles de production agroécologiques;
- une stratégie pour respecter la souveraineté alimentaire des peuples;
- une stratégie pour laisser les carburants fossiles dans le sol, pour diminuer de façon drastique la consommation énergétique et pour développer des énergies renouvelables contrôlées au niveau local;
- une stratégie pour assurer un accès juste pour tous aux biens communs, et plus spécifiquement via des réformes agraires et l'arrêt de la privatisation de l'eau;
- une stratégie pour faire cesser le pillage des ressources du Sud par les pays du Nord tel qu'on le renouvelle depuis l'époque coloniale.

Valentina Hemmeler Maïga